

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRONOX FRANCE SAS

95, rue du Général de Gaulle
68800 Thann

Références : 0006702686_2025_03_04_Trnox_VIIC_suite_APMED_TAR
Code AIOT : 0006702686

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement TRONOX FRANCE SAS implanté LIEU DIT Ochsenfeld 68800 Vieux-Thann. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La légionellose est une maladie qui reste mortelle (taux de létalité de 10 % chaque année en France). Le taux d'incidence est élevé dans l'Est de la France. En région Grand-Est, en 2023, le taux d'incidence s'élevait à 4,9 cas pour 100 000 habitants, pour une moyenne nationale à 3,2 cas pour 100 000 habitants.

Les tours aéroréfrigérantes (TAR) sont susceptibles de favoriser le développement des légionelles et la DREAL a choisi de mener une action collective en 2024 afin de vérifier que les risques de prolifération des légionelles sont maîtrisés pour ces installations. Ainsi, dans le cadre d'une action

nationale, le site a fait l'objet d'une visite d'Inspection le 4 octobre 2024. Lors de ce contrôle, il a été constaté 4 non conformités, dont deux ont fait l'objet de demandes d'actions correctives et deux d'une mise en demeure (arrêté du 16 décembre 2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRONOX FRANCE SAS
- LIEU DIT Ochsenfeld 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006702686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est un dépôt de déchets industriels exploité depuis 1930. Ce site a accueilli les déchets industriels des usines chimiques de Thann. Il permet actuellement, entre-autre, de traiter les effluents acides en provenance du site de Tronox Thann et de produire du gypse rouge.

Thèmes de l'inspection:

- Action Nationale 2025 Suivi des échéances
- Installations contrôlées: les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat

Référentiels utilisés:

- arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté préfectoral du 16 décembre 2024 portant mise en demeure à la société Tronox France SAS de respecter certaines dispositions applicables à ses installations sises à Vieux-Thann (site de l'Ochsenfeld)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	point de prélèvement	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Résultat des analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
3	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet
4	Entretien des installations	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site montrent que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de l'ensemble des écarts constatés lors de la visite de contrôle du 4 octobre 2024. Il respecte à date l'ensemble des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 16 décembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : point de prélèvement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.3.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé : « <i>Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement. [...]</i> »
Constats : Lors de la visite d'Inspection du 4 octobre 2024, il a été constaté que le point de prélèvement de la tour aéroréfrigérante (TAR) de l'Ochsenfeld est situé avant les échangeurs de chaleur, qui peuvent être le lieu de développement de Legionella Pneumophila (LP). L'eau dispersée est située à l'aval de ces échangeurs. Ainsi, l'eau qui est analysée n'est pas représentative du risque de dispersion. L'exploitant a été mis en demeure de respecter la prescription sus-citée. Lors de la visite d'Inspection du 4 mars 2025, il a été constaté que deux nouveaux points de prélèvement ont été créés par l'exploitant (un à l'aval de chacun des échangeurs thermiques). Les deux échangeurs thermiques ne fonctionnant pas simultanément, le point de prélèvement utilisé sera celui de l'échangeur en service au moment du prélèvement. Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Résultat des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses légionelles
Prescription contrôlée : [...] Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : [...] - nature (dénomination commercial et molécules) et concentration cible pour les produits de traitement utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants, biodispersants, anticorrosion...); - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage de produits injectés. [...]
Constats :

<p>Lors de la visite du 4 octobre 2024, l'Inspection a contrôlé le rapport d'analyse de la LP selon norme NF T 90-431, daté du 18 septembre 2024. Celui-ci indique que les produits de traitement et leurs concentrations sont non connus, et il est fait mention d'un traitement choc biologique Spectrus NX100 que l'exploitant a déclaré, lors du contrôle, ne pas avoir utilisé. Il a été demandé à l'exploitant de corriger ses pratiques afin de respecter la prescription contrôlée.</p> <p>Lors de la visite d'Inspection du 4 mars 2025, il a été contrôlé par échantillonnage le rapport d'analyse de la LP (prélèvement effectué le 15 janvier 2025 et version du rapport du 24 février 2025). Celui-ci comprend la nature et la concentration cible des produits de traitement utilisés dans l'installation. Pour les traitements préventifs, l'injection ayant lieu en continu, il n'y a pas lieu de mentionner la date de la dernière injection. Sur le rapport, contrôlé, il a été constaté la mention du dernier traitement curatif (date, nature et dosage des produits injectés).</p> <p>Il a été constaté que les produits de traitement et concentrations cibles indiqués dans le rapport d'analyse contrôlé sont cohérents avec la stratégie de traitement (version du 7 février 2025).</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stratégie de traitement préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>[...] L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.</p> <p>[...] Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 4 octobre 2024, l'Inspection a contrôlé la fiche de stratégie de traitement préventif pour la TAR Neutral datée du 7 octobre 2024. Il a été constaté que la stratégie de traitement n'est pas complètement justifiée selon les exigences de la prescription contrôlée (notamment le pH de l'eau et les conditions d'exploitation) et la fiche ne décrit pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des consignes d'utilisation, tel que les modalités d'injection du produit Hydrex 2149, - les produits de décomposition des produits de traitement.

Lors de la visite d'inspection du 4 mars 2025, il a été contrôlé la fiche de stratégie de traitement préventif pour la TAR Neutral datée du 7 février 2025. Il a été constaté que les points relevés comme manquant lors du précédent contrôle ont été ajoutés dans la nouvelle version.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des échangeurs thermiques pour les eaux de rejet

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ; :

« Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues [...] ».

Constats :

Lors de la visite du 4 octobre 2024, une fuite importante a été constatée sur l'échangeur de chaleur Sud (échange de chaleur entre l'eau refroidie par la TAR et les effluents de l'usine de traitement).

Lors de la visite d'inspection du 4 mars 2025, il a été constaté que l'échangeur de chaleur Sud est mis à l'arrêt par consignation et isolé du circuit par des plaques pleines.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure